

HR RAIL : CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE ?

Chère collègue, cher collègue

Parmi les négociations en cours en vue de la formation d'un futur gouvernement, la situation de l'avenir des chemins de fer est également au centre des enjeux.



Dans ce contexte, les négociateurs (de droite) envisagent réformer la structure organisationnelle, et, selon nos informations, l'ambition affichée, sans ambiguïté, est d'imposer, entre autres, la disparition d'**HR-RAIL**.

Ce projet entraîne de fait la suppression du rôle d'employeur juridique unique d'HR Rail.



Il s'agit de **560 emplois** qui sont directement menacés !

La CGSP Cheminots refuse cette théorie et persiste à défendre un modèle unitaire de la politique des ressources humaines.

En effet, créer deux services HR distincts (SNCB et Infrabel) ne renforcera pas l'efficacité des prestations HR mais, au contraire, affaiblira réellement l'expertise et contribuera à une dégradation du niveau des performances. En outre, il s'agira d'une porte ouverte à l'accentuation des recours vers le marché privé qui nourrira davantage les consultants.

C'est l'unicité du Statut du Personnel (créé en 1926) qui s'écroule et la conduite coordonnée du dialogue social qui sombre.

Le Statut ce n'est pas un ensemble de privilèges mais, à l'inverse, il repose sur des principes fondamentaux qui visent à garantir l'équité, l'égalité, la justice et la cohésion au sein de l'entreprise.

Il confirme l'égalité de traitement pour tous les cheminots, quelle que soit leur fonction, statutaire ou contractuel.

Enfin, l'élimination d'HR Rail porte clairement atteinte au statut social des cheminots.

Les prestations sociales sont menacées dans les différents secteurs de leurs activités, tels que la Caisse des Soins de Santé, la de Caisse de Solidarité Sociale, les facilités de circulation ou encore l'assurance hospitalisation.

C'est tout l'édifice social de l'ensemble des cheminots qui risque de s'écrouler.

La CGSP Cheminots est déterminée dans la défense de vos droits et refuse qu'HR Rail soit sacrifié au nom d'impératifs strictement budgétaires et idéologiques.

Solidairement
Pierre LEJEUNE
Président

